

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/150
13 septembre 2003

(03-4930)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: anglais

SERBIE-ET-MONTÉNÉGRO

Déclaration de S.E. M. Goran Pitíc
Ministre des relations économiques
(*En qualité d'observateur*)

Je tiens tout d'abord à exprimer, au nom de l'Union d'États de la Serbie-et-Monténégro, ma gratitude au gouvernement mexicain pour sa chaleureuse hospitalité et pour le remarquable travail qu'il a accompli pour assurer la bonne organisation d'une Conférence d'une telle importance. Je tiens aussi à adresser mes remerciements au Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce et au Comité d'organisation mexicain pour leur invitation à participer à la Conférence et à y prendre la parole.

Comme chacun dans cette enceinte et dans le monde entier, nous attendons avec grand intérêt et beaucoup d'espoir les résultats de la présente réunion. Dans un monde de plus en plus intégré et interdépendant, les gouvernements doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que tous les pays, quel que soit leur niveau de développement, puissent profiter du progrès du développement. Amener à bon terme en temps voulu le Programme de Doha pour le développement, c'est créer les conditions d'une croissance et d'un développement plus équilibrés de sorte que les objectifs de développement pour le Millénaire formulés par les Nations Unies puissent aussi être atteints. L'accord important qui est intervenu sur les ADPIC et la santé publique nous donne une raison d'espérer que des progrès analogues pourront être accomplis dans d'autres domaines présentant un intérêt particulier pour les pays en développement, ainsi que pour l'intégration de tous au commerce mondial et au développement. Dans cette perspective, nous considérons le nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales lancé en novembre 2001 à la quatrième Conférence ministérielle de Doha comme un événement de la plus haute importance. Aussi espérons-nous que la cinquième Conférence ministérielle, réunie ici à Cancún, saura résoudre les problèmes en suspens et trouver les compromis nécessaires, de manière à parvenir à un ensemble équilibré de résultats apportant une réponse acceptable aux intérêts de tous. Nous sommes pour notre part spécialement attachés à une solution équilibrée permettant une libéralisation accrue dans les domaines de l'agriculture et des services.

La Serbie-et-Monténégro, les deux États de l'Union récemment créée, sont prêts à remplir toutes les conditions prescrites pour devenir, ensemble et individuellement, Membres à part entière de l'OMC, conformément aux règles et à la pratique de l'Organisation. Ils sont déterminés à engager des négociations qui, espèrent-ils, pourront bientôt démarrer, et à se conformer aux prescriptions qui leur permettraient d'accéder à l'OMC.

Permettez-moi de souligner que la Serbie-et-Monténégro ont, au cours de l'année écoulée, considérablement progressé dans l'élaboration des arrangements institutionnels entre les États constitutifs, et ont tous deux engagé des réformes économiques importantes et de vaste portée. L'accord sur l'harmonisation des deux régimes économiques qu'ils ont conclu comporte des objectifs et des procédures spécifiques. Les Membres de l'OMC en seront informés en détail à la première

réunion du Groupe de travail de l'accèsion de la Serbie-et-Monténégro à l'OMC. Nous escomptons que cette première réunion permettra des progrès qualitatifs ouvrant la voie à une issue favorable.

Nous tenons à souligner que les systèmes économiques des deux États membres partagent une importante caractéristique: un degré significatif de libéralisation du régime du commerce extérieur et le maintien en vigueur des seules mesures qui sont compatibles avec les règles et prescriptions de l'OMC. Il est important pour nous de préciser que ces mesures ont été prises de manière autonome. Nous nous intéressons donc spécialement à la façon dont les décisions concernant le traitement de ces mesures seront prises au cours du nouveau cycle.

Pour la Serbie-et-Monténégro, petite économie en transition, un point particulièrement important est la coopération régionale et la libéralisation des échanges, par le biais des mécanismes du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est et du Groupe de travail pour la libéralisation et la facilitation des échanges commerciaux. Des accords de libre-échange ont été négociés et conclus sous ces auspices, l'objectif étant de créer une zone de quasi-libre-échange dans toute la région de l'Europe du Sud-Est. Parallèlement à l'Accord de stabilisation et d'association avec l'UE, qui est l'une de nos priorités, nous considérons que le processus de la coopération régionale est complémentaire de la libéralisation multilatérale dans le cadre de l'OMC. C'est la raison principale pour laquelle nous soutenons une libéralisation multilatérale fondée sur des droits et obligations ainsi que sur un juste équilibre des intérêts dans l'ensemble des dispositions régissant l'OMC, qui nous apparaît comme une solution idéale. Sur cette base, nous sommes amenés à penser qu'il est de l'intérêt, non seulement de la Serbie-et-Monténégro, mais de bien d'autres pays, de faire entrer dès que possible tous les pays de la région dans le système commercial multilatéral. Le principe de l'universalité serait respecté et les économies des Membres auraient la possibilité de se stabiliser sur la base de principes prévisibles à l'échelle mondiale.

En conclusion, je voudrais déclarer que la Serbie-et-Monténégro soutient pleinement les efforts déployés par les Membres pour trouver une solution aux questions encore en suspens dans le projet de Déclaration ministérielle et pour adopter un texte qui soit à la fois une bonne base de négociation et un ensemble équilibré de résultats. Comme tous les autres participants, la Serbie-et-Monténégro portera un intérêt particulier aux thèmes qui sont pour elle prioritaires, dans l'espoir que le processus d'accèsion nous permettra de faire valoir nos intérêts spécifiques et contribuera à la réalisation de nos objectifs de développement et de croissance économique.
